

Kagame, cerveau du génocide des tutsis de l'intérieur

La sortie du film 'J'ai serré la main du diable' mettant en scène la version du Sénateur Roméo Dallaire sur le génocide rwandais a ravivé les débats sur ce sujet. C'est tout à fait normal puisque, 13 ans après les événements, ce crime horrible n'est toujours pas résolu : la communauté internationale peine toujours à trouver les planificateurs de ce génocide. Au départ, les médias ont imposé la version que le génocide rwandais a été planifié et exécuté par des hutus (L'ethnie évoquée ici est celle à laquelle l'individu est réputé appartenir. Elle peut être différente de l'ethnie à laquelle l'individu s'identifie et de l'ethnie dans laquelle l'individu est classé par le détenteur du pouvoir). Mais, contre toute attente, après des dépenses de plus d'un milliard de dollars et le concours des services de renseignements des grands pays de ce monde (États-Unis, Angleterre, Canada, Belgique, Israël...), le Tribunal Pénal International pour le Rwanda (TPIR), n'a pas trouvé de preuves de planification de ce génocide, partialement dit 'des tutsis', par des hutus. Ce résultat était dès le départ tout à fait prévisible. En effet, le renseignement est la grande force de M. Kagame dont les agents avaient infiltré toutes les sphères de la société rwandaise. Si donc des preuves de planification du génocide rwandais par des hutus existaient, Kagame les aurait depuis longtemps mis à la disposition du TPIR et en aurait ainsi fini avec ses adversaires. Et pourtant, malgré ce vide, tous les experts sont formels : les tueries au Rwanda en 1994 étaient si systématiques qu'elles doivent avoir été planifiées. Qui en est alors le planificateur? Qui en est le cerveau? Puisque les recherches du côté hutu n'ont donné aucun résultat, ne serait-il pas logique de chercher dans l'autre camp, le Front Patriotique Rwandais (FPR)? Voici quelques observations:

1. Kagame a attisé la haine contre ceux réputés *tutsis* par des massacres de masses et systématiques contre la population majoritairement *hutue*. En 2001, dans une lettre ouverte à Kagame, Alphonse Furuma, ancien cadre du FPR, a confirmé caractère délibéré de ces massacres en ces termes « *Depuis le début des négociations des Accords de Paix d'Arusha, jusque fin 1996, vous (Kagame, ndlr) avez institué une politique délibérée d'extermination, par tous les moyens, de la population hutue des régions de l'Umutara, Kibungo et Bugesera* ». Les crimes de l'armée de Kagame sont documentés de façon très détaillée par le Lieutenant Abdul Ruzibiza, ancien membre des escadrons de la mort de Kagame. (Voir son livre « *Rwanda : histoire secrète* », Éditions du Panama 2005). Comme cela arriverait dans toute société dans des circonstances similaires, ces massacres de masses et systématiques par les hommes de Kagame, réputés tutsis, contre la population majoritairement hutue, ont attisé la haine contre ceux réputés tutsis et affaibli les forces modérées, lesquelles étaient dominantes au début la guerre (Octobre 1990-Février 1993). Le fait de gens réputés tutsis commettant des massacres systématiques contre d'autres groupes de populations, n'est-ce pas la pire propagande haineuse contre ceux réputés tutsis? Kagame, a pris de gros moyens

pour détruire la paix sociale patiemment réalisée sous le régime de Habyarimana pendant 17 ans au cours desquels il n'y a pas eu de conflit à caractère ethnique hutu/tutsi.

2. Kagame a détruit la coalition entre les partis d'opposition de l'intérieur avec le FPR, laquelle coalition empêchait que la guerre ne dégénère en conflit ethnique. En 1992, les partis d'opposition intérieure : le MDR (majoritairement hutu), le PL (majoritairement tutsi) et PSD avaient formé une coalition avec le FPR (majoritairement tutsi). Avec cette coalition en place, le conflit était formellement une lutte non-ethnique pour le partage du pouvoir. Des négociations déjà engagées à Arusha en Tanzanie suscitaient beaucoup d'espoir de paix. Mais, pour Kagame que la réussite des négociations aurait empêché d'accéder au pouvoir sans partage, tous les prétextes étaient bons pour détruire cette coalition et ainsi faire échouer les négociations de paix. En date du 08 février 1993, prétextant que le massacre de Bagogwe, groupe réputé tutsi, avait été commis par les forces gouvernementales, Kagame ordonna une attaque massive dans la préfecture de Ruhengeri. Le bilan fut très lourd: plus 40,000 civils hutus furent massacrés par l'armée de Kagame. En conséquence, la pression sur les partis d'opposition intérieure devint intenable : Il n'était plus défendable de faire coalition avec un parti qui massacrait des civils innocents, massivement et au grand jour. La coalition des partis intérieurs avec le FPR éclata. De plus, chacun de ces partis éclata en deux factions, l'une dénommée «Hutu Power», pro-hutu, pro-gouvernemental et anti-FPR, l'autre pro-tutsi, pro-FPR et anti-gouvernemental. La confrontation sur base ethnique était désormais difficile à éviter, la moindre étincelle pouvait l'allumer.
3. Dans son témoignage (<http://www.l-hora.org/4/upload/ruzibiza.pdf>), Ruzibiza nous apprend que bien avant 1994 Kagame avait instruit ses infiltrés à l'intérieur du Rwanda, notamment au sein des « Interahamwe » (la milice réputée hutue qui participa au génocide de ceux réputés tutsis de l'intérieur), de massacrer les tutsis de l'intérieur pourvu que les crimes soient imputables à la partie gouvernementale. Voici, selon Ruzibiza, une partie de la liste de ceux que Kagame avait donné instruction d'éliminer : *«Tout tutsi de l'intérieur (sacrifier les Tutsi de l'intérieur); les intellectuels tutsis réfractaires à l'idéologie du FPR, par exemple Lando qui l'a échappé plusieurs fois; Les Tutsis habitant regroupés dans des endroits retirés»*. Dans le même témoignage, Ruzibiza révèle que *«c'était la stratégie habituelle de Kagame, pour justifier la reprise des hostilités, de démontrer que le gouvernement viole les droits de la personne en ordonnant l'assassinat de personnalités politiques de l'opposition ou de personnalités d'ethnie Tutsi.»* Au passage « Lando » c'est M. Landoald Ndasingwa, intellectuel réputé tutsi et leader fondateur du Parti Libéral, qui était marié avec la canadienne Hélène Pinski. Le couple et leurs enfants Malaika et Patrick ont été massacrés très tôt le 07 avril 1994.

Contrairement à la croyance populaire, le témoignage de Ruzibiza et bien d'autres faits indiquent plutôt que cette famille a été massacrée par des agents de Kagame qui voulait écarter toute opposition politique légitime après la guerre.

4. En date du 06 avril 1994, l'avion du président Juvénal Habyarimana fut abattu par missile. Comme on pouvait s'y attendre, cet acte terroriste déclencha un drame humain hors proportions : le génocide rwandais. L'enquête du juge anti-terroriste français Jean-Louis Bruguière a conclu que ce crime terroriste a été commandité par M. Kagame. Or, suite à l'assassinat, en février 1994, de Gatabazi leader du parti PSD et Martin Bucyana, leader du parti CDR de la mouvance présidentielle, M. Habyarimana avait démontré qu'il était l'autorité ultime encore capable de maintenir l'ordre dans le pays en arrêtant les troubles sociaux consécutifs à ces assassinats. André Guichaoua, professeur à l'Université de Paris, affirme que ces assassinats ont été également commandités par Kagame.
5. En avril 1994, alors que ceux réputés tutsis de l'intérieur étaient en train d'être massacrés, Kagame et ses hommes se sont opposés à l'intervention des forces internationales. M. Charles Muligande, actuel ministre des affaires étrangères, faisait partie de la délégation qui fut dépêchée aux États-Unis pour demander l'appui de Washington à cette opposition. De plus, Ruzibiza révèle dans son témoignage que, durant le génocide, M. Kagame a ordonné à ses troupes régulières de ne pas porter secours aux tutsis de l'intérieur. Dans une lettre ouverte adressée à Kagame en 1999, Pierre Mugabe, ex-membre des services de renseignement de Kagame, a dénoncé l'assassinat, par les troupes de Kagame, des jeunes tutsis qui rejoignaient le FPR en provenance du Rwanda et du Burundi. Or, ces jeunes tutsis rejoignaient le FPR dans le but de revenir en armes et en force et défendre leurs parents. Ces actions de Kagame paraissent tout à fait cohérentes : M. Kagame ne pouvait pas d'un côté instruire ses infiltrés au sein des Interahamwe d'activer les massacres de ceux réputés Tutsis de l'intérieur et de l'autre côté permettre aux jeunes tutsis du Rwanda de prendre de plus en plus de responsabilités dans son armée et enfin permettre à ses troupes régulières de se porter au secours des tutsis de l'intérieur.
6. Parmi les fondateurs des Interahamwe, M. Anastase Gasana, aujourd'hui réfugié aux États-Unis, a été récompensé d'un poste de ministre alors que le nommé Désiré Murenzi a été placé à la tête d'une grande société pétrolière. Autre fait troublant, Robert Kajuga, président des Interahamwe, était le frère de l'homme d'affaire rwandais Husi (emporté par le génocide rwandais) qui, d'après plusieurs sources a financé les études de Janet, l'épouse de Kagame. Autant d'indices qui montrent que la milice

Interahamwe était, du début à la fin, manipulée par les services secrets de Kagame.

Les observations précédentes démontrent bien que Kagame a tout fait pour que ceux *réputés tutsis* de l'intérieur soient exterminés. Il y a donc lieu de conclure, pour reprendre les mots de Kagame lui-même, prononcés lors du 10^{ème} anniversaire du génocide rwandais, que: 'Oui! Le génocide rwandais a été prémédité, calculé et froidement exécuté'. Mais à la lumière des faits, il faut désormais ajouter que le cerveau et l'exécuteur en chef du génocide des tutsis de l'intérieur, c'est Kagame lui-même. Voilà la triste et terrible réalité que la communauté internationale, qui a donné carte blanche à Kagame, ne veut pas affronter. Et pourtant, si les actes criminels ci-haut rapportés avaient été posés par un *réputé hutu*, il aurait depuis longtemps été condamné, et avec raison, par le monde entier d'avoir orchestré le 'génocide des tutsis'. Mais au lieu de cela, Kagame, parce que réputé tutsi, se fait dérouler le tapis rouge partout en Europe et en Amérique. Disons-le, ce traitement différentiel des rwandais en fonction de l'ethnie, **C'EST DU RACISME** en contradiction flagrante avec les valeurs universelles de notre temps.

Guillaume Murere Ph.D.
Gatineau, Québec, Canada
Octobre 2007

Biographie de Guillaume Murere

Je suis de fond Hutu et je poursuivai un programme de doctorat en Ingénierie électrique à l'École Polytechnique de Montréal lorsque la guerre a éclaté au Rwanda le 1er Octobre 1990. Au début de la guerre, j'ai fait une déclaration en faveur de réfugiés tutsis et pour cette raison j'ai été marqué par les rwandais prochains comme sympathisant du FPR et j'ai été mis à l'écart et persécuté. En réaction à cette persécution, mais plus pour appuyer les négociations de paix d'Arusha, j'ai ouvertement rejoint le FPR, section Montréal, en juillet 1993. J'ai quitté le FPR en avril 1995 après avoir eu toutes les preuves que Kagame et le FPR, sous le strict contrôle de Kagame, utilisait le génocide des tutsis de l'intérieur comme une arme de destruction massive contre la population innocente, en particulier ceux réputés Hutu. Dans la crise rwandaise sans fin, ma pire journée était le 3 Mars 1997, lorsque les troupes de Kagame ont abattu tous les jeunes hommes qui ont passé la nuit à la maison de mon père pour le deuil de ma mère, qui a été mise dans la tombe le 2 Mars 1997. Le 3 Mars 1997, les hommes de Kagame ont tué mes deux frères et 8 de mes cousins. Sur cette seule journée, les troupes de Kagame ont tué plus de 1000 jeunes Hutus dans la banlieue de la ville de Ruhengeri.

Après avoir été membre du FPR et à proximité de la communauté tutsie et étant également de fond Hutu, j'étais en mesure de voir et d'analyser ce qui se passait

de chaque côté sans parti pris. Actuellement, je travaille pour la paix et la réconciliation entre les rwandais, en découvrant et en exposant la vérité sur le Rwanda.